

De l'autre côté des murs, la voix des sans-voix.

Paroles de sans-papiers raflés.

●Dimanche 13 janvier 2008

Samedi, deux personnes ont été transférées au CRA de Vincennes. Elles ont été victimes d'un malaise, les pompiers sont intervenus. Lorsque les détenus ont demandé des nouvelles, le commandant n'a pas voulu répondre. Un détenu témoigne de ce à quoi peut ressembler une journée au centre de rétention : *"Tous les matins, on nous fouille. On descend au réfectoire vers neuf heures. Souvent, le café est froid. Lorsqu'on le signale, les policiers répondent qu'ils ne sont pas là pour nous soigner, qu'ils doivent juste nous surveiller. Ce midi, on nous a servi des haricots blancs périmés depuis le 5 janvier. Quand on l'a signalé, ils nous ont à nouveau répondu qu'ils n'étaient pas là pour regarder les dates, qu'ils ne voulaient rien savoir. Nous sommes partis voir la Cimade avec les barquettes périmées, on leur a demandé de témoigner. Quand on se repose, les policiers viennent fouiller les chambres. La nuit, ils sont dans le couloir. Si on doit aller aux toilettes, ils nous suivent et laissent la porte ouverte. Pour déranger notre sommeil, ils font sonner l'alarme entre minuit et une heure. Il ne faut pas qu'on lâche. Il faut que qu'on soit tous d'accord pour relancer la lutte."*

●Mardi 15 janvier 2008

"Je suis fatigué. On n'a aucune communication avec l'extérieur. Rien ne sort d'ici. Il n'y a pas d'eau chaude dans les douches. Le ballon d'eau n'est pas suffisant pour tout le monde. On ne peut pas laver nos affaires. Il n'y a pas de chauffage dans certaines chambres. Mais le commandant s'en fout. On est deux cent cinquante dans le centre. On est écœuré. La police emmène les médias là où il y a eu des travaux, pour montrer aux Français à la télé, à la radio, que tout va bien, que nous sommes calmes, tranquilles et qu'ils s'occupent bien de nous. Notre mouvement a été sans conséquences. On fait des réunions entre les deux pavillons : une personne se rend au grillage pour raconter aux autres ce qui se passe dans l'autre pavillon, et vice-versa. Les gens de la Cimade ne veulent pas monter dans les chambres pour se rendre compte de la situation et de nos problèmes. Leurs recours ne changent rien. Parce que j'essaie d'organiser des choses, beaucoup de flics sont contre moi."

●Mercredi 16 janvier 2008

"On a fait une réunion. On s'est parlé pour relancer le mouvement. Beaucoup n'ont pas le moral. Certains sont venus nous voir pour demander des avocats. Il ne faut pas baisser les bras. Il y a quarante personnes pour lesquelles les ambassades n'ont pas délivré de laissez-passer. Elles doivent quand même rester trente-deux jours dans le centre ! On proteste contre cela. Si on n'a pas de réponse vendredi, on reprendra le mouvement. Hier, ils ont ramené deux gars. Il n'y avait plus de places, plus de chambres, plus de matelas. Ils ont dû dormir par terre dans le couloir. Le centre est plein, mais ils continuent à ramener des gens. Ils envoient les nouveaux en disant : "Va voir tes collègues ! Ils te trouveront une place !" Si on proteste, ils disent : "On verra demain." Je n'ai pas dormi. Je suis souffrant. J'ai été voir le médecin. Il m'a donné un médicament pour dormir. Quand un flic cherche un gars, il l'appelle par le haut-parleur au lieu de se déplacer. Tous les matins, le haut-parleur nous réveille. Ce matin, ils nous ont réveillés à cinq heures."

●Jeudi 17 janvier 2008

Minuit. *"La police est venue me voir pour me dire que demain matin, à sept heures, ils m'emmèneraient devant le juge. Quel juge ? Je suis là depuis vingt-huit jours et je n'ai aucun juge à aller voir. Ils veulent m'expulser sans rien me dire. J'en suis sûr. Ils n'ont même pas mis mon nom sur le tableau des départs."*

Six heures du matin. *"Je suis à Roissy. Ils sont venus me chercher à cinq heures, ce matin. Ils m'ont menti sur la destination et sur l'heure."* Il refusera d'embarquer et sera placé en garde à vue. Comparution immédiate le lendemain. Son avocat a soulevé une nullité et son procès a été renvoyé. Finalement libéré sous contrôle judiciaire en attendant son prochain jugement, il risque trois mois de prison ferme et trois ans d'interdiction de territoire.

●Mardi 22 janvier 2008

"Pendant la grande manifestation de samedi, la police filmait ceux qui étaient sur la grille. J'ai sorti un drap, nous l'avons accroché à la grille. Les CRS sont entrés à l'intérieur du centre. Ils ont fouillé les chambres, puis ils nous ont obligés à rentrer. Il y a un Tunisien qui refuse de manger. Le médecin lui a dit qu'il ne le soignerait pas tant qu'il refuserait de manger. On ne dort pas, on est constamment réveillé par le haut-parleur. Ils appellent pour le comptage, les visites, les expulsions, quand on passe devant le juge, etc. Cela ne s'arrête jamais."

●Mercredi 23 janvier 2008

"Hier soir, à minuit, on a refusé d'être comptés et de rentrer dans les chambres. On a essayé de dormir dehors. Tout le monde criait "LIBERT?". On a tenté de parler avec le chef de la police, mais il a appelé les CRS. La police criait : "Dégagez ! On ne veut pas de vous ici !" Ils nous ont dit : "Si vous ne rentrez pas, on vous fait rentrer de force" Ils nous ont alors poussés avec les casques. Ils nous contrôlent tout le temps avec les caméras. Ils nous contrôlent jour et nuit. Il faut faire des manifestations à l'extérieur. Cela nous fait du bien. On sort. On crie. Ce soir, des gars ont mis le feu à leur chambre en brûlant des papiers. Les pompiers sont intervenus pour éteindre le feu. La police n'a embarqué personne. ?"

●Jeudi 24 janvier 2008

"Aujourd'hui, nous avons refusé de manger. Nous avons jeté la nourriture par terre dans le réfectoire. La police filme ceux qui se révoltent. Elle les sépare et les place dans l'autre bâtiment. Ils sont venus chercher deux personnes. Parmi eux, il y a un Tunisien qui n'a pas mangé depuis plus de dix jours. Il a perdu neuf kilos. Ils ont expulsé un Algérien, et demain, ils expulseront des Chinois. Le soir, ils inscrivent sur un tableau le nom, la destination, l'horaire de départ et l'aéroport des expulsés du lendemain. Il arrive que des gens soient expulsés sans que leur nom ne soit inscrit sur le tableau. C'est souvent le cas pour ceux qui foutent le bordel. Hier soir, ils ont fermé les cabines téléphoniques à minuit, juste après l'agitation. Ils ne les ont rouvertes que ce matin."

●

●Samedi 26 janvier 2008

Midi. *"Un premier feu a pris dans les toilettes. Ensuite, deux chambres ont brûlé. On a refusé de manger. On a empêché l'accès au réfectoire en bloquant les portes. La police nous a demandé de laisser passer ceux qui voulaient manger. Ils ont fini par nous dégager. Mais seule une minorité est allée manger."*

Quinze heures, pendant le rassemblement. *"La police bloque l'accès à la passerelle d'où nous pouvons vous voir. Mais nous pouvons vous entendre."*

●Mercredi 30 janvier

"Lundi, il y a eu trois tentatives de suicide. Mais ce n'était pas dans notre pavillon. On en a entendu parler, c'est tout. Par contre, mardi soir, il y a eu une tentative de suicide dans notre pavillon. Il a essayé de se pendre avec sa ceinture. Plein de nouveaux détenus sont arrivés, des

Indiens, des Africains."

● **Jeudi 31 janvier**

"Aujourd'hui deux personnes ont été expulsées. Une a été libérée. Rien ne se passe, personne ne bouge. On mange, on dort. Chaque communauté est dans son coin, les gens discutent entre eux sans se mélanger. Quand on passe devant le juge des Libertés, à Cité, un premier groupe part à sept heures du matin, puis un deuxième à dix heures. Tu n'apprends l'heure à laquelle tu pars pour le tribunal que la veille. Quand tu arrives au centre, on te donne une carte avec un numéro, ta photo, ton nom, ton prénom et ta nationalité. Pour manger, tu dois aller au guichet et présenter la carte pour qu'ils te donnent un ticket. Pour aller à la Cimade, tu te pointes au guichet et tu donnes ta carte. Ensuite, quand c'est à ton tour de passer, ils t'appellent par le haut-parleur. S'il y a trop de monde, ils te donnent un autre rendez-vous, plus tard. Quand tu as besoin de voir un médecin, tu te pointes au guichet avec ta carte. Ensuite, là encore, ils t'appellent par le haut-parleur quand vient ton tour. Le médecin est là le matin, l'infirmière le soir. Je suis allé voir l'infirmière une fois. Elle m'a donné des calmants et j'ai pris rendez-vous avec le médecin pour le lendemain. On t'appelle aussi par le haut-parleur pour passer devant le juge ou devant le consul de l'ambassade."

● **Lundi 4 février**

? Samedi, pendant la manifestation, on a crié "liberté, liberté". Hier, une quinzaine de personnes ont déchiré leurs cartes et les ont jetées dans le couloir. La police nous parle mal. Un flic m'a dit quelque chose, je n'ai pas bien entendu, mais j'ai compris que c'était insultant. Je lui ai demandé de répéter. Il est parti. Les rasoirs qu'ils nous donnent, je ne sais pas ce qu'ils ont mais, parfois, je me demande s'ils n'ont pas déjà servi. Tous les gens qui les utilisent ont des boutons. ?

● **Mardi 5 février**

CRA 2. "Il n'y a toujours pas de chauffage. Le soir, il fait froid dans les chambres. ? a fait onze jours que je suis ici. C'est la première fois que je me trouve dans un centre de rétention. C'est une prison, ça rend les gens dépressifs. Moi, je ne m'alimente pas depuis mon arrivée. Hier soir, les flics ont éteint la télé. Un jeune leur a demandé de la rallumer. La policière lui a répondu : "Va te faire enculer !" Il lui a sauté dessus. Ils se sont battus. Ils l'ont placé en isolement. On a manifesté pendant vingt minutes pour qu'il sorte. Aujourd'hui, il a été libéré. Il y a eu trois expulsions et cinq libérations. Ils écrivent sur un tableau les noms des gens qui vont être expulsés. Quant aux libérations, on les connaît parce qu'ils appellent au haut-parleur les gens qui vont être libérés. Ils m'ont retiré mon portable parce qu'il y avait une caméra. On n'a pas le droit d'avoir de stylos ni de papier."

CRA 1. "Dimanche, on a refusé de manger le midi et le soir. La nourriture était périmée. On a décidé d'écrire une lettre au commandant. Pendant qu'on l'écrivait, un policier est passé dans le couloir pour demander ce qu'on faisait. Il a ajouté que c'était n'importe quoi. Un gars lui a répondu : "Ta gueule !" Il est revenu avec cinq collègues. Ils ont voulu le prendre pour récupérer la lettre. On a refusé. On a dit qu'il n'avait rien fait, qu'il ne faisait qu'écrire une lettre. On a manifesté pour qu'il le laisse. Alors, une quarantaine de policiers du centre ont débarqué et nous ont frappés. Un homme a le doigt cassé. Il a un certificat médical. Il a porté plainte contre le policier avec la Cimade. Ce soir, on fait une réunion tous ensemble. ?

● **Jeudi 7 février 2008**

? J'ai été voir le médecin. J'ai un problème aux yeux. Ils n'ont pas les médicaments. ? a fait quatre jours que j'attends. J'ai parlé au commandant au sujet de la lettre. Il m'a dit l'avoir faxée au préfet. Mais il n'y a toujours pas de résultats. Il a donné des explications pour la nourriture périmée. Des gens ont été libérés. Des nouveaux arrivent. Je ne peux pas leur parler de la lutte tout de suite. Je dois leur expliquer comment fonctionne le centre. Ils doivent d'abord trouver une chambre où dormir et régler leurs affaires avec l'ambassade. C'est dur de les convaincre. J'ai

parlé au commandant pour le problème de la cigarette. Nous n'avons pas droit aux briquets. Je lui ai demandé que les policiers en aient pour allumer nos cigarettes. Mais je n'ai toujours pas de réponse. Hier, un monsieur a été frappé au visage par les agents. Je ne sais pas ce qui s'est passé, ils ne m'ont pas laissé le voir. Ils l'ont mis dans une chambre fermée. Je sais juste qu'il avait mal au pied. Je dois vous laisser."

● **Samedi 9 février 2008**

Nous appelons pendant le rassemblement devant le centre de rétention.

CRA 2. "On est sorti et on vous a vus. On s'est tous mis à la grille, on a crié "liberté". J'ai l'impression qu'en France, tout devient "bleu". Les policiers étaient plus nombreux que vous, les manifestants. ?

● **Dimanche 10 février 2008**

? Ce midi, nous avons refusé de manger. La date de péremption de la nourriture était atteinte. Nos proches ne peuvent pas nous apporter à manger dans le centre. Les policiers disent que c'est interdit. C'est écrit dans le règlement. Nous devons aussi acheter nos cigarettes dans le centre. On ne peut pas nous en apporter de l'extérieur. Il y a un distributeur de café, de sodas et d'autres bricoles à grignoter. On en dépense de l'argent, ici. ?

● **Mardi 12 février 2008**

En pleine nuit, à une heure vingt-cinq, nous recevons un coup de téléphone d'un de nos contacts. "Tout a commencé vers onze heures trente. Nous étions dans la salle télé. La police a éteint la télévision sans explication. On a demandé qu'ils la rallument. Ils n'ont pas voulu. Le ton est monté très vite. Ils ont voulu mettre une personne en isolement. On a empêché la police de la prendre. Ils nous ont demandé de monter dans les chambres pour le comptage, on a refusé. Ils sont alors revenus en nombre. Ils étaient plus de cinquante. Ils y avaient des CRS et des policiers. Ils nous ont séparés en deux groupes, puis ils nous ont tabassés dans l'escalier, dans le couloir et dans les chambres. Il y a cinq personnes blessées, dont deux assez gravement. L'un semble avoir le bras cassé, l'autre le nez. Celui qui a le nez cassé a été tabassé dans sa chambre. L'infirmier est venu, il a dit qu'il ne pouvait rien faire et qu'il fallait appeler les pompiers. Ils sont venus. Ils ont emporté cinq ou six personnes. Certains sont à l'hôpital, d'autres sont en isolement, on ne sait pas trop. ?

Onze heures du matin. *"Entre trois heures trente et quatre heures, ils sont venus nous fouiller. Ils nous ont tous sortis. Certains n'ont pas eu le temps de s'habiller. On a attendu une demi-heure dans le froid. Pendant ce temps-là, ils ont fouillé les chambres. Puis, ils nous ont fouillés dix par dix. Quand nous sommes revenus dans les chambres, on a trouvé un Coran déchiré et piétiné, des chargeurs de portables détruits, les fils coupés. Des téléphones avaient disparu."* Notre correspondant est libéré ce jour-là, avec dix-sept autres personnes, pour laisser de la place aux résidents raflés au foyer de Terres-au-Curé.

● **Mercredi 13 février 2008**

"Aujourd'hui, la police des polices (IGS) est venue au centre. On a témoigné contre les policiers qui ont tabassé les mecs et on a raconté l'épisode du Coran déchiré. On attend maintenant de voir comment ça se passe. Quatre personnes sont toujours en isolement. Ils les ont pris quand il y a eu les violences. On ne peut pas les voir. On ne peut pas leur parler."

● **Lundi 18 février 2008**

"Rien de nouveau. C'est calme. Deux personnes ont été libérées aujourd'hui. Il y a des gens qui dorment par terre. Les CRS ne viennent plus pour le comptage. Il y a seulement les policiers. Ils ne restent que trois anciens qui ont participé à presque toute la mobilisation. Les autres, pour la plupart, ont été libérés. C'est difficile de parler avec les nouveaux. Ils sont déprimés. Ils sortent de

garde à vue. Ils ont peur. Dans l'autre bâtiment, les gens crèvent de froid. Il n'y a plus de chauffage."

●Mercredi 20 février

"Hier soir, on a fait une réunion, elle a duré longtemps. On a parlé de la grève de la faim. Ce matin, on a parlé avec les Maliens, parce qu'il faut qu'on soit tous solidaires. On essaie d'organiser les choses. On s'est mis d'accord sur quatre jours de grève. Après, on a écrit une lettre à la Cimade. Ma chambre est devenue un bureau, tout le monde vient signer la lettre. On essaie de contacter les gens de l'autre centre pour qu'ils suivent."

●Jeudi 21 février

Le matin. "Cette nuit, ils ont déchiré ma carte. Ma chambre est devenue un bureau. Les gens viennent pour signer le texte ou pour un renseignement, une information. J'ai collé ma carte sur la porte avec de la confiture pour que les gens sachent que c'est ici. Le matin, je l'ai retrouvée par terre, déchirée. Ils ne m'aiment pas. Un policier m'a bousculé dans les escaliers. Je lui ai demandé de s'excuser. Ils m'ont mis en isolement."

L'après-midi. "On a arrêté la grève. La police est venue parler aux gens. Une trentaine de personnes sont allées manger, cela a cassé le moral des autres."

●Samedi 23 février

"On s'est mobilisé parce qu'un homme a dépassé les trente-deux jours et il ne le libérait pas. On est passé dans toutes les chambres pour expliquer la situation. On est tous descendu à l'accueil. On a tapé sur les tables, on a crié "liberté". Le chef du centre a demandé pourquoi on faisait cela. On a expliqué le cas. Il a dit qu'il allait téléphoner à la préfecture. Une heure après, il est redescendu et il a dit au gars : "Tu peux aller chercher tes affaires, tu es libre."

●Lundi 25 février 2008

"Plusieurs sénateurs sont venus au centre. Il y avait aussi François Hollande. Nous avons parlé avec lui."

Mardi 26 février 2008

Lettre des retenus du CRA 2 au commandant du centre de rétention de Vincennes, dictée par téléphone.

"Monsieur le chef du centre,

La France a toujours été un pays d'asile et le restera toujours. Elle a payé trop cher pour défendre les droits de l'Homme et la liberté. Voilà le sujet de notre demande, Monsieur le chef de centre. Nous sommes tous des travailleurs et nous participons à l'enrichissement de notre deuxième pays, qui est la France. Nous avons tous la volonté de nous intégrer dans son système économique et social, car nos attaches à la France sont énormes. Donc, par cette lettre, nous demandons notre liberté pour régler nos problèmes extérieurs avec sérieux, pour demander notre régularisation et le traitement attentif et humanitaire de nos dossiers. En conclusion, nous vous informons que les conditions sont pénibles. La nourriture est immangeable et presque périmée. Il y a un seul traitement pour toutes les maladies qui est le Diantalvic. On compte beaucoup sur votre côté humanitaire, monsieur le chef. En attendant une réponse favorable, veuillez agréer, monsieur, les salutations les plus distinguées. Merci. Les détenus du centre."

●Mercredi 27 février 2008

CRA 1. "Aujourd'hui, deux Maliens ont été expulsés du CRA 1. Ils viennent d'afficher que demain, il y aura douze expulsions vers le Mali, l'Algérie et la Turquie. Hier, nous avons été dix-huit à être convoqués devant le consul. Ils nous ont emmenés jusqu'au centre de rétention du Mesnil-Amelot, où se trouvait déjà le consul. Ils nous ont transférés en car, mais ils ne nous ont pas attachés durant le transport. Nous ne sommes restés que deux à trois minutes chacun avec le consul. Pour l'instant,

ils ne nous ont rien dit. J'attends de voir ce qui va se passer pour moi. J'en suis à mon quinzième jour de rétention. Je passe vendredi ou samedi devant le juge."

CRA 2. "Tout le monde est déprimé. Cela fait quatre jours que je suis en grève de la faim. Hier, on a parlé avec le commandant. Nous voulons être libérés ou expulsés mais nous ne voulons plus être prisonniers. Il a bien reçu notre lettre de doléances et l'a transmise au préfet. Il y a beaucoup d'expulsions chaque jour. Nous n'avons peut-être pas de papiers, mais nous avons des droits. ? l'infirmerie, qu'importe la maladie, ils nous donnent toujours le même médicament, du Diantalvic. La police est partout. ? minuit, ils nous comptent. Ils frappent aux portes. Ils entrent. Ils fouillent les chambres. Ils se foutent de savoir si les gens dorment. ?

●Vendredi 14 mars 2008

CRA 2. Une personne du foyer Terres-au-Curé a été libérée hier. Elle nous appelle pour nous donner le numéro d'un de ses compatriotes. Nous recueillons plusieurs témoignages, dont deux grévistes de la faim.

? Un chien, on ne le traite pas comme ça. Nous aussi, on a le droit de vivre sur terre. Ils ne nous respectent pas. Je viens de m'embrouiller avec un flic qui n'en avait rien à foutre mais un homme parmi nous est gravement malade. Il a une pneumonie depuis 2003. Il est venu en France pour voir un médecin. Ils l'ont arrêté le 20 février. On a le certificat médical attestant qu'il est malade mais ils s'en moquent. Le médecin du centre lui a juste donné du Paracétamol. Le monsieur n'arrive pas à respirer et ils ne veulent pas le soigner."

On nous passe un détenu qui est au côté de la personne en grève de la faim.

"Il fait la grève de la faim depuis neuf jours. On le force à boire de l'eau sucrée, sa tension chute, mais l'infirmière s'en moque. Il a cinquante-six ans. La bouffe est immangeable. On nous donne des barquettes qui périssent le lendemain. Ici c'est crade, j'ai chopé des champignons, les serviettes ne sont changées qu'une fois par semaine, et les draps sont donnés une seule fois, à l'arrivée. Ils nous mettent des coups de pression : ils entrent dans les chambres en pleine nuit, on doit allumer notre cigarette dehors. ?

Dimanche 16 mars 2008

CRA 2. Une personne de Terres-au-Curé nous confirme que les dernières personnes du foyer ont été libérées au terme des trente-deux jours de rétention.

? Je suis malade. J'ai travaillé trois ans et demi dans la construction. Depuis, j'ai mal au dos. L'infirmière prend juste la tension. Elle ne donne rien du tout. La nourriture, c'est n'importe quoi ! Ils nous ramènent des trucs périmés. Tout le monde a déchiré la carte d'identification vendredi. On en a eu des nouvelles le lendemain. Le capitaine a dit qu'il n'y aurait ni de nourriture, ni visite, ni médecin si on n'acceptait pas la carte. Une cinquantaine de personnes n'ont pas mangé samedi. J'ai été arrêté deux fois. Une fois à la préfecture de Chartres alors que j'allais faire une demande de régularisation. Et une seconde fois, à la sortie du métro Jules Joffrin. Ils nous comptent trois fois par jour. Il arrive qu'on soit cinq personnes par chambre au lieu de trois. ?

"Vendredi soir, deux personnes fumaient dans les couloirs. Deux flics sont passés et leur ont demandé de sortir. Ils ont accepté. Une flic a violemment arraché la cigarette de la main de l'un. Le retenu a poussé la flic. L'autre flic lui a mis une droite dans le visage. Cette flic a particulièrement la haine. Elle passe toujours pour créer des problèmes. Le commandant nous a dit ce week-end qu'elle ne remonterait plus. Ils ont dû voir la vidéo où elle a voulu que le mec écrase sa clope sur sa main. Vendredi, on a tous déchiré nos cartes. On les a mis dans un sac et on l'a balancé à l'accueil. Suite à ça, ils ont mis deux personnes en isolement. Ils les ont pris au hasard, parmi ceux qui parlent bien français, accusés d'être des meneurs. Ils m'ont dit que j'étais un meneur, parce que je parlais avec eux au nom de tous [...]. L'autre jour, ils nous ont tous rassemblés dans le réfectoire pour nous compter. Il y avait beaucoup de flics et des chiens. On aurait dit qu'ils cherchaient quelqu'un qui s'était enfui. Mais ils n'ont rien dit. Comme j'ai les cheveux longs, ils se foutent de ma gueule. Quand je leur ai dit que le type qu'il cherchait n'était pas là, ils m'ont répondu : "Fermez vos gueules et montrez vos cartes !" Ici, certains flics ont la haine. Je ne sais pas si ce

sont des fachos, mais ils ont vraiment la haine contre les immigrés. Il est impossible de dormir. La nuit, ils claquent les portes. On entend les aboiements des chiens de la brigade canine à partir de quatre heures du matin. Ils sont du côté du CRA 1. Là-bas, ils ne doivent pas dormir de la nuit ! Le matin, c'est le micro qui nous réveille. Dans les chambres, il y a des odeurs incroyables. Dans les chiottes, on pourrait attraper n'importe quelle maladie. Vous verriez les douches, les couloirs, le réfectoire, vous n'en croiriez pas vos yeux. Ici, c'est comme un pénitencier. ?

Mercredi 9 avril 2008

"La grève de la faim est terminée des deux côtés. Des groupes mangeaient. Les gens en ont eu marre. Chacun prépare son audience ou sa sortie, ce n'est plus collectif. Tout est fini, et rien au bout. Il faut penser la lutte autrement. Les gens et les flics se foutent de la grève de la faim. Ils se foutent des sans-papiers. Ils s'en foutent si on crève. Les gens bouffent des lames de rasoir tous les jours, et l'on n'entend pas parler d'eux. Les petits trucs qu'on fait ne valent pas le coup. Il faut vraiment foutre le bordel pour leur mettre une vraie pression. Quand j'étais dehors, je travaillais. J'allais boire des verres après le travail. Je sortais avec mes amis. Je me foutais du reste. Quand j'ouvrais un journal, je ne m'intéressais qu'aux gros titres. Pour les gens, c'est pareil. Il faut que ça pète pour qu'ils s'intéressent à nous. Les gens qui entrent ici n'ont aucune chance. Même si tu n'es pas expulsé, tu restes ici trente-deux jours alors qu'avant c'était une semaine. Quand tu sors, tu as déjà tout perdu. Les gens n'ont plus d'appartement parce qu'ils n'ont pas pu payer les loyers. Les gens n'ont plus de travail, parce qu'ils n'y sont pas allés. Certains parmi nous ne savent ni lire ni écrire le français. Quand ils vont chez le médecin pour un mal de tête ou parce qu'ils ont mal à la jambe, le médecin leur donne un cachet pour les fous, qui endormirait un éléphant. Un homme, après en avoir pris, a dormi vingt-quatre heures ! Ils font ça pour qu'on ne réfléchisse plus. Je conseille aux autres de ne pas prendre les cachets sans voir la boîte. Il faut que le médecin fasse une ordonnance pour qu'il existe une trace de ce qu'il a donné. Beaucoup de flics ici sont des fils d'immigrés. Ils essaient de nous amadouer pour qu'on reste tranquille. Quand ils viennent me parler en arabe, je leur réponds d'aller se faire foutre. S'ils n'ont rien trouvé d'autre comme métier, qu'ils aillent se faire foutre. La Cimade travaille avec les flics. Pour moi, c'est la même chose. Quand les nouveaux arrivent, ils leur demandent s'ils ont un avocat, s'ils ont fait une demande d'asile mais ils bougent tous dans le même système. Ils ne peuvent rien faire pour nous. Ils ne sont pas là pour nous défendre ni nous aider à sortir. Aujourd'hui, trois personnes du consulat algérien sont venues pour nous reconnaître. Ils m'ont parlé en arabe, mais je leur ai dit que je ne comprenais pas. Ils ont insisté, j'ai répondu que je ne comprenais pas leur charabia. De toute façon, ils font ce qu'ils veulent, ils ne font que des conneries. Ils ont délivré des laissez-passer pour des Marocains et des Tunisiens. Pour refuser d'embarquer, un mec a eu une idée incroyable. Il s'est chié dessus. Il s'est tout étalé sur lui. Ils n'ont pas pu l'expulser. Ils l'ont ramené au centre. Le lendemain, ils sont venus le rechercher. Ils l'ont attaché avec du scotch et ils l'ont enroulé dans du film plastique. Ils l'ont pris et ils l'ont expulsé comme ça. S'ils m'expulsent, je ferai tout pour revenir. Ce week-end, quelqu'un s'est fait frapper à l'infirmerie. Il a subi une opération à la jambe et doit suivre un traitement. Mais l'infirmière ne l'a pas cru. Elle a appelé les policiers en appuyant sur un bouton sous le bureau. Ils sont arrivés à une douzaine. J'étais dans l'infirmerie pour traduire. J'ai essayé d'expliquer à la police que le monsieur n'avait rien fait, mais ils m'ont attrapé et malmené. Ils l'ont pris et l'ont isolé comme lors d'une garde à vue. Il est sorti trois heures plus tard. Une brigade est venue relever la première. Il s'est plaint auprès d'eux que la précédente brigade l'avait frappé. Ils l'ont jeté. Ils lui ont dit d'aller se plaindre à la Cimade. Je me suis réveillé à quatre heures du matin. J'ai regardé par la fenêtre. J'ai vu des policiers emmenant le traducteur dans l'autre centre. On a essayé de s'interposer, mais ils ont appelé les CRS. Quand on a voulu faire notre prière, dans un des couloirs du CRA 1, à cinq et demi du matin, les CRS sont entrés en force. On leur a dit qu'on pouvait changer d'emplacement, mais ils ont lancé des bombes lacrymogènes. Ceux qui dans les chambres dormaient encore ont étouffé. Face à ça, des gars ont allumé un feu dans le centre, mais ce ne sont pas les pompiers qui sont intervenus. Ils ont encore envoyé des CRS."

Lundi 14 avril 2008

CRA 1. *"Les flics nous donnent les rasoirs entre huit heures et dix heures du matin en échange de nos cartes. Pour pouvoir récupérer nos cartes, on doit leur rendre le rasoir. On n'a jamais les mêmes rasoirs. Samedi, un mec devait être expulsé vers l'Algérie. Pour ne pas partir, il s'est ouvert la jambe avec la lame du rasoir, en allant prendre sa douche. Il a failli se couper une veine. Ils l'ont emmené à l'hôpital, mais ils l'ont mal recousu. Ils l'ont ramené hier soir. Je lui ai dit que c'était une connerie. La semaine prochaine, ils le reprendront. Depuis que je suis ici, quatre ou cinq gars ont fait des tentatives de suicide pour ne pas être expulsés. Certains se pendent, d'autres avalent des pièces de monnaie. Ceux qui refusent l'embarquement sont ramenés au centre pour être réexpulsés plus tard. Si je suis expulsé, je vais accepter. Quand c'est la deuxième fois qu'ils tentent de t'expulser, ils te scotchent comme un animal et je ne veux vraiment pas partir scotché comme un animal. Aujourd'hui, une bagarre a éclaté entre un Algérien et un égyptien. Quand les flics sont montés, ils n'ont pas essayé de calmer les choses. Le capitaine était là. L'un des flics m'a dit : "Pourquoi t'y vas pas toi ? Tu dois être du côté de ton pote algérien." Je lui ai répondu que c'était à lui que j'avais envie de casser la gueule et pas à mes frères ! Un autre flic nous a dit : "Vous les Algériens, vous êtes tous des terroristes !" L'un de nous l'a insulté. Alors les flics sont revenus à plusieurs. Ils ont pris le gars. Ils l'ont mis dans une chambre et lui ont cassé la gueule, il a des marques partout. Je vous ai vus samedi sur le parking. En montant l'escalier et en s'appuyant sur une barre, on peut apercevoir le parking qu'ils ont essayé de nous cacher avec la bâche verte. Mais après, les flics nous ont empêchés de nous rassembler. Ils viennent à quatre ou cinq, ils se mettent parmi nous. Ils essaient de capter l'attention des retenus en leur parlant d'autres choses. Les gens se font avoir facilement et ça marche. Après votre visite sur le parking, le commandant est venu en nous disant qu'on pouvait toujours crier, que ça ne servait à rien. Il nous a fait la morale pendant plus d'une heure. Quand il vient, les détenus l'appellent "chef". Je leur demande toujours d'arrêter. Ce n'est pas leur chef ! De toute manière, ils veulent nous casser le moral. J'ai dit au gars : "Vous arrivez à vous réunir pour faire la prière. Mais vous vous bagarrez entre vous. Et quand les flics arrivent, vous n'arrivez pas à vous unir contre eux."*

L'intégralité du texte a été publiée par la collection *A boulets rouges* des éditions Libertalia sous le titre : « **Feu au centre de rétention – des Sans-Papiers témoignent** », 160 pages, 7 €. Les bénéfices retirés de la vente seront intégralement utilisés pour la défense des Sans-Papiers).
